

**Sabine LECLERCQ**  
vice-président, juge des libertés et de la  
détermination

**N°RG : N° RG 20/01210 -**  
**N° Portalis DBYB-W-B7E-M257**

**Minute n° : 20/00943**

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Jessica GIROIX, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision du Juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 11 mai 2020,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 15 Juin 2016 à la demande de **Madame**

concernant : **Madame**  
née le 21 Décembre 1992 à MONTPELLIER (HERAULT)  
Service des majeurs protégés  
39 avenue Charles Flahaut  
34295 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 30 Octobre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 03 Novembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **LA PREPOSEE DU CHU DE MONTPELLIER, tuteur**
- **Madame**
- **Madame**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 03 Novembre 2020,

Vu le refus de comparaître en date du 04 novembre 2020 de **Madame**  
l'intéressée sera représenté par Maître Isabelle ORTIGOSA LIAZ, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Isabelle ORTIGOSA LIAZ,

L'avocat de l'intéressée a consulté la procédure et ne s'est pas entretenu avec **Madame**

L'intéressée a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure.

Entendu le conseil de l'intéressée en ses observations reprenant ses conclusions écrites.  
Je ne l'ai pas rencontrée.

La décision est mise en délibéré au 05 novembre 2020.

#### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

Sur la saisine tardive du juge des libertés et de la détention :

Attendu que l'article L. 3211-12-1, modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 70, dispose :



"I.-L'hospitalisation complète d'un patient ne peut se poursuivre sans que le juge des libertés et de la détention, préalablement saisi par le directeur de l'établissement lorsque l'hospitalisation a été prononcée en application du chapitre II du présent titre ou par le représentant de l'Etat dans le département lorsqu'elle a été prononcée en application du chapitre III du présent titre, de l'article L. 3214-3 du présent code ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale, ait statué sur cette mesure :

1° Avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de l'admission prononcée en application des chapitres II ou III du présent titre ou de l'article L. 3214-3 du même code. Le juge des libertés et de la détention est alors saisi dans un délai de huit jours à compter de cette admission ;

2° Avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de la décision modifiant la forme de la prise en charge du patient et procédant à son hospitalisation complète en application, respectivement, du dernier alinéa de l'article L. 3212-4 ou du III de l'article L. 3213-3. Le juge des libertés et de la détention est alors saisi dans un délai de huit jours à compter de cette décision ;

3° Avant l'expiration d'un délai de six mois à compter soit de toute décision judiciaire prononçant l'hospitalisation en application de l'article 706-135 du code de procédure pénale, soit de toute décision prise par le juge des libertés et de la détention en application du présent I ou des articles L. 3211-12, L. 3213-3, L. 3213-8 ou L. 3213-9-1 du présent code, lorsque le patient a été maintenu en hospitalisation complète de manière continue depuis cette décision. Toute décision du juge des libertés et de la détention prise avant l'expiration de ce délai en application du 2° du présent I ou de l'un des mêmes articles L. 3211-12, L. 3213-3, L. 3213-8 ou L. 3213-9-1, ou toute nouvelle décision judiciaire prononçant l'hospitalisation en application de l'article 706-135 du code de procédure pénale fait courir à nouveau ce délai. Le juge des libertés et de la détention est alors saisi quinze jours au moins avant l'expiration du délai de six mois prévu au présent 3°.

Toutefois, lorsque le juge des libertés et de la détention a ordonné, avant l'expiration de l'un des délais mentionnés aux 1° à 3° du présent I, une expertise soit en application du III du présent article, soit, à titre exceptionnel, en considération de l'avis mentionné au II, ce délai est prolongé d'une durée qui ne peut excéder quatorze jours à compter de la date de cette ordonnance. L'hospitalisation complète du patient est alors maintenue jusqu'à la décision du juge, sauf s'il y est mis fin en application des chapitres II ou III du présent titre. L'ordonnance mentionnée au présent alinéa peut être prise sans audience préalable.

Le juge fixe les délais dans lesquels l'expertise mentionnée à l'avant-dernier alinéa du présent I doit être produite, dans une limite maximale fixée par décret en Conseil d'Etat. Passés ces délais, il statue immédiatement.

II.-La saisine mentionnée au I du présent article est accompagnée de l'avis motivé d'un psychiatre de l'établissement d'accueil se prononçant sur la nécessité de poursuivre l'hospitalisation complète. Lorsque le patient relève de l'un des cas mentionnés au II de l'article L. 3211-12, l'avis prévu au premier alinéa du présent II est rendu par le collège mentionné à l'article L. 3211-9.

III.-Le juge des libertés et de la détention ordonne, s'il y a lieu, la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète.

Lorsqu'il ordonne cette mainlevée, il peut, au vu des éléments du dossier et par décision motivée, décider que la mainlevée prend effet dans un délai maximal de vingt-quatre heures, afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application du II de l'article L. 3211-2-1. Dès l'établissement de ce programme ou à l'issue du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa, la mesure d'hospitalisation complète prend fin.

Toutefois, lorsque le patient relève de l'un des cas mentionnés au II de l'article L. 3211-12, le juge ne peut décider la mainlevée de la mesure qu'après avoir recueilli deux expertises établies par les psychiatres inscrits sur les listes mentionnées à l'article L. 3213-5-1.

IV.-Lorsque le juge des libertés et de la détention n'a pas statué avant l'expiration du délai de douze jours prévu aux 1° et 2° du I ou du délai de six mois prévu au 3° du même I, la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète est acquise à l'issue de chacun de ces délais. Si le juge des libertés et de la détention est saisi après l'expiration du délai de huit jours prévu aux 1° et 2° du I ou du délai de quinze jours prévu au 3° du même I, il constate sans débat que la mainlevée de l'hospitalisation complète est acquise, à moins qu'il ne soit justifié de circonstances exceptionnelles à l'origine de la saisine tardive et que le débat puisse avoir lieu dans le respect des droits de la défense." ;

Attendu qu'il résulte de ce texte que si le patient a été maintenu en hospitalisation continue depuis plusieurs mois, le juge des libertés et de la détention doit être saisi de la demande de contrôle obligatoire de la mesure dans un délai de quinze jours au moins avant l'expiration du délai de six mois écoulé depuis sa dernière décision, et qu'il doit, sauf circonstances exceptionnelles, constater la main-levée de l'hospitalisation s'il est saisi après l'expiration de ce délai ;

Attendu en l'espèce que **Madame** a été admise en soins psychiatriques sans consentement par décision du directeur du CHU de Montpellier du 15/06/2016 ; que la mesure a été régulièrement maintenue depuis ; qu'en dernier lieu, le juge des libertés et de la détention a fait droit à la demande de maintien en hospitalisation complète de la patiente par décision du 11/05/2020 ;

que, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1, le juge devait statuer de nouveau avant expiration d'un délai de six mois écoulé à compter de sa décision du 11/05/2020, soit au plus tard le 11/11/2020, et être saisi quinze jours au moins avant expiration de ce délai, soit au plus tard le



28/10/2020 à 24 heures ;

Attendu toutefois que le directeur du CHU de Montpellier a saisi le juge des libertés et de la détention aux fins qu'il statue sur la poursuite de la mesure par requête du 30/10/2020, adressée au greffe par mail du 30/10/2020 à 16 heures 10 ; que cette requête est tardive ;

qu'il n'est pas justifié par l'établissement de circonstances exceptionnelles à l'origine de la saisine tardive ;

qu'il ne peut en conséquence qu'être constaté, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1 IV du code de la santé publique, que la main-levée de l'hospitalisation complète est acquise ;

### **EN CONSEQUENCE**

Statuant publiquement et en premier ressort,

**CONSTATONS** la main-levée de la mesure d'hospitalisation complète de **Madame**

**RAPPELONS** que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée ;

**RAPPELONS** peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel ;

Ainsi rendue le 05 Novembre 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention

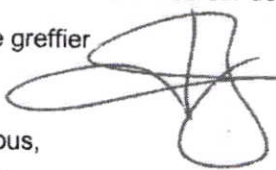


Mentions de notification envoyée le 05 Novembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame I. par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Isabelle ORTIGOSA LIAZ par courriel
- LA PREPOSEE DU CHU DE MONTPELLIER, tuteur
- Madame Magali VINCENT GARRO DAVID par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 05 Novembre 2020 à 9 H 30

Le greffier



Nous,

**Symone DERES**  
**VICE-PROCUREUR**

, procureur de la République, déclarons:

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature:

